

Faits saillants

Le *Rapport sur la situation financière du Québec – 1^{er} trimestre de 2026-2027* fait état des résultats au 30 juin 2026 et présente une appréciation du solde comptable pour l'année 2026-2027.

Après trois mois, le déficit comptable s'établissait à 467 millions de dollars.

Pour l'exercice financier 2026-2027, la prévision du déficit comptable présentée dans ce rapport trimestriel correspond à celle publiée dans le *Rapport préélectoral sur l'état des finances publiques du Québec – Août 2026*.

- Rappelons que l'ensemble des prévisions du cadre financier et de la dette publié, le 17 août, dans le rapport préélectoral a fait l'objet d'une analyse détaillée de la part du Vérificateur général du Québec.

Ainsi, il est prévu que le déficit comptable s'élève à 5,2 milliards de dollars (0,8 % du PIB) pour l'année 2026-2027, soit une amélioration de 1,1 milliard de dollars depuis le budget 2026-2027. Ce déficit inclut une provision pour éventualités de 2,0 milliards de dollars.

- En tenant compte des versements des revenus consacrés au Fonds des générations de 2,5 milliards de dollars, le déficit budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire totalise 7,7 milliards de dollars (1,2 % du PIB).

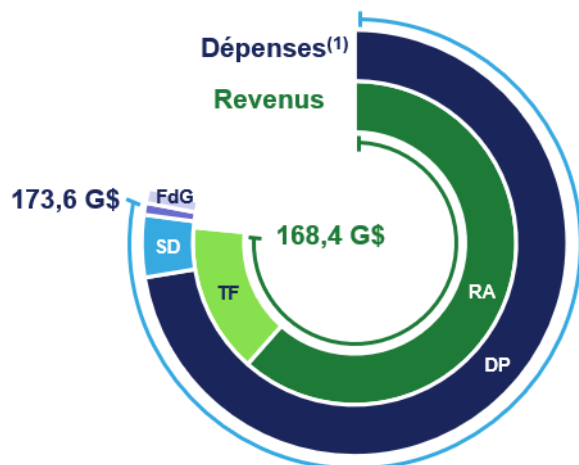
Il est attendu que les revenus atteignent 168,4 milliards de dollars¹ en 2026-2027 et que les dépenses, en incluant la provision pour éventualités, s'établissent à 173,6 milliards de dollars¹.

Le poids de la dette nette est prévu s'établir à 37,9 % du PIB au 31 mars 2027¹.

Par ailleurs, au 30 juin 2026, les emprunts réalisés depuis le 1^{er} avril 2026 s'élevaient à 12,9 milliards de dollars², soit 55 % du programme de financement prévu.

Prévisions budgétaires pour l'exercice financier 2026-2027

(en milliards de dollars)



Un déficit budgétaire de 5,2 G\$ en 2026-2027

RA	Revenus autonomes	135,3 G\$
TF	Transferts fédéraux	33,0 G\$
DP	Dépenses de portefeuilles	161,1 G\$
SD	Service de la dette	10,5 G\$
	Provision pour éventualités	2,0 G\$
FdG	Versements des revenus consacrés au Fonds des générations ⁽²⁾	2,5 G\$

Note : Ces prévisions correspondent à celles publiées dans le *Rapport préélectoral sur l'état des finances publiques du Québec – Août 2026*.

(1) La provision pour éventualités et les versements des revenus consacrés au Fonds des générations sont présentés dans les dépenses à des fins d'illustration.

(2) En incluant les versements des revenus consacrés au Fonds des générations de 2,5 milliards de dollars, le déficit budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire s'établit à 7,7 milliards de dollars (1,2 % du PIB).

1. Ces prévisions correspondent à celles publiées dans le *Rapport préélectoral sur l'état des finances publiques du Québec – Août 2026*.

2. Il s'agit des emprunts à long terme émis entre le 1^{er} avril 2026 et le 30 juin 2026.

Évolution récente de la situation économique

L'activité économique au Québec a ralenti au début de 2026. Après une hausse de 0,6 % du PIB réel en 2025, celui-ci affiche une croissance de 0,2 % au cours des deux premiers trimestres de 2026, comparativement à la période correspondante en 2025.

L'inflation, mesurée par la variation de l'indice des prix à la consommation (IPC), s'est accrue. Après s'être établie à 2,4 % en moyenne en 2025, elle a atteint 3,1 % pour les huit premiers mois de l'année 2026.

Cette accélération s'explique notamment par la hausse des prix de l'énergie dans un contexte de tensions géopolitiques au Moyen-Orient.

Le PIB nominal du Québec a progressé de 3,9 % au cours des deux premiers trimestres de 2026 comparativement à la même période de 2025, après une croissance de 4,7 % en 2025.

En moyenne au cours des huit premiers mois de 2026, le taux de chômage s'est établi à 5,6 %, soit un niveau identique à celui observé pour l'ensemble de l'année 2025.

Le taux de chômage au Québec demeure inférieur à la moyenne canadienne (qui se chiffre à 6,6 % en moyenne depuis le début de 2026). Par ailleurs, le taux d'emploi des personnes âgées de 15 à 64 ans atteint 77,2 % en moyenne au Québec depuis le début de 2026, ce qui en fait le plus élevé au pays (74,5 % au Canada).

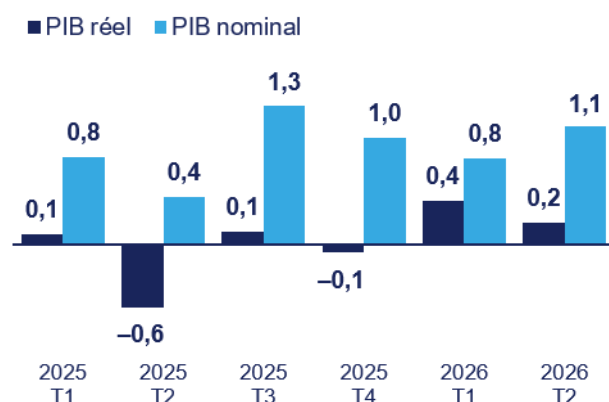
Les salaires et traitements ont augmenté de 3,5 % au cours des deux premiers trimestres de 2026 comparativement à la même période de 2025 (4,5 % en 2025).

La valeur des dépenses des ménages a progressé de 4,1 % au cours des deux premiers trimestres de 2026 par rapport à la période correspondante de l'année précédente (4,6 % en 2025). Cette évolution témoigne d'une consommation qui reste relativement soutenue malgré une certaine modération.

Du côté des entreprises, les résultats demeurent favorables malgré un contexte d'affaires marqué par l'incertitude. L'excédent d'exploitation net des sociétés a augmenté de 6,9 % au cours des deux premiers trimestres de 2026 par rapport à la même période de 2025, après une progression de 3,5 % en 2025.

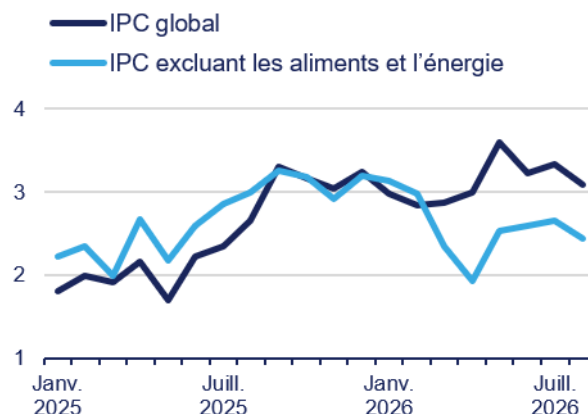
Évolution de l'activité économique au Québec

(PIB réel et nominal, variation trimestrielle en pourcentage)



Indice des prix à la consommation au Québec

(variation annuelle en pourcentage)



Note : Le graphique de gauche présente les données des comptes économiques publiés le 23 septembre 2026 par l'Institut de la statistique du Québec.

Sommaire des résultats et perspectives financières pour 2026-2027

► Résultats au 30 juin 2026

Pour les trois premiers mois de 2026-2027, le déficit comptable s'est élevé à 467 millions de dollars. Il s'agit d'une amélioration de 993 millions de dollars par rapport à la même période de l'année précédente.

Ce déficit s'explique par les facteurs suivants :

- des revenus de 41,8 milliards de dollars, lesquels affichent une progression de 5,8 % par rapport à la même période de l'année précédente. Cette évolution favorable est attribuable en grande partie aux revenus autonomes, lesquels ont été portés par la croissance des salaires et traitements et de la consommation des ménages. Cela témoigne de la résilience dont fait preuve l'économie québécoise depuis le début du conflit commercial avec les États-Unis;
- des dépenses de 42,2 milliards de dollars, lesquelles présentent une croissance de 3,2 % par rapport à la même période de l'année précédente. Cette croissance est en grande partie attribuable aux dépenses de portefeuilles (3,4 %), notamment celles des portefeuilles Santé et Services sociaux et Emploi et Solidarité sociale.

Par ailleurs, le déficit budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire, soit après la prise en compte des versements des revenus consacrés au Fonds des générations de 829 millions de dollars, s'est établi à 1,3 milliard de dollars.

Sommaire des résultats au 30 juin 2026 et perspectives budgétaires pour 2026-2027

(données non auditées, en millions de dollars, variation par rapport à la même période de l'année précédente)

					Prévisions pour l'exercice financier 2026-2027				
	Avril à juin				Budget de mars 2026		Rapport préélectoral – Août 2026		
	2025-2026	2026-2027	Variation (M\$)	Variation (%)	Niveau (M\$)	Variation (%)	Révision (M\$)	Niveau (M\$)	Variation (%)
Revenus autonomes	32 023	34 048	2 025	6,3	134 361	3,4	982	135 343	3,6
Transferts fédéraux	7 438	7 711	273	3,7	32 131	5,1	915	33 046	10,9
Total des revenus	39 461	41 759	2 298	5,8	166 492	3,7	1 897	168 389	5,0
Dépenses de portefeuilles	-38 339	-39 633	-1 294	3,4	-160 489	1,6	-592	-161 081	3,4
Service de la dette	-2 582	-2 593	-11	0,4	-10 268	1,1	-248	-10 516	3,6
Total des dépenses	-40 921	-42 226	-1 305	3,2	-170 757	1,5	-840	-171 597	3,4
Provisions pour éventualités	—	—	—	—	-2 000	—	—	-2 000	—
SURPLUS (DÉFICIT) COMPTABLE	-1 460	-467	993	—	-6 265	—	1 057	-5 208	—
Versements des revenus consacrés au Fonds des générations	-497	-829	-332	—	-2 347	—	-135	-2 482	—
SOLDE BUDGÉTAIRE⁽¹⁾	-1 957	-1 296	661	—	-8 612	—	922	-7 690	—

(1) Il s'agit du solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire.

► Perspectives budgétaires pour 2026-2027

Le solde comptable pour 2026-2027 prévu dans ce rapport trimestriel correspond à celui présenté dans le *Rapport préélectoral sur l'état des finances publiques du Québec – Août 2026* et s'élève à 5,2 milliards de dollars (0,8 % du PIB).

- Ce déficit inclut une provision pour éventualités de 2,0 milliards de dollars.

Il s'agit d'une amélioration de 1,1 milliard de dollars entre le budget 2026-2027 et le *Rapport préélectoral sur l'état des finances publiques du Québec – Août 2026*.

- Les revenus sont révisés à la hausse de 1,9 milliard de dollars. Ainsi, ils atteignent 168,4 milliards de dollars et affichent une croissance annuelle de 5,0 %.
 - Les revenus autonomes sont revus à la hausse de 982 millions de dollars, en raison principalement de la récurrence des résultats plus favorables observés en 2025-2026 ainsi que de la révision à la hausse des salaires et traitements et de la consommation des ménages en 2026.
 - Les transferts fédéraux sont révisés à la hausse de 915 millions de dollars. Entre le budget 2026-2027 et le rapport électoral, le gouvernement fédéral a notamment annoncé le versement de sommes aux provinces relativement aux services de garde et pour stimuler l'offre de logements. Le Québec a également conclu des ententes avec le gouvernement fédéral dans le cadre de la mise en œuvre du Fonds pour le transport en commun du Canada de même que du Fonds pour bâtir des collectivités fortes³.
- Les dépenses sont révisées à la hausse de 840 millions de dollars. Ainsi, elles s'établissent à 171,6 milliards de dollars et affichent une croissance annuelle de 3,4 %.
 - Les dépenses de portefeuilles sont révisées à la hausse de 592 millions de dollars, en raison des initiatives annoncées entre le budget 2026-2027 et le rapport électoral et du rehaussement des dépenses financées par le gouvernement fédéral dans des projets de transport en commun et d'infrastructures d'eau pour les municipalités.
 - Le service de la dette est révisé à la hausse de 248 millions de dollars, en raison des taux d'intérêt plus élevés que prévu qui génèrent des pertes sur disposition d'actifs dans le cadre des activités de placement du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts du gouvernement.

Par ailleurs, le déficit budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire, soit après la prise en compte des versements des revenus consacrés au Fonds des générations de 2,5 milliards de dollars, s'établit à 7,7 milliards de dollars (1,2 % du PIB).

► Information complémentaire

Le poids de la dette nette s'établit à 37,9 % du PIB au 31 mars 2027, d'après le *Rapport préélectoral sur l'état des finances publiques du Québec – Août 2026*.

- Il s'agit d'une baisse de 1,0 point de pourcentage entre le budget 2026-2027 et le rapport électoral. Cette baisse s'explique principalement par la révision à la baisse du niveau de la dette au début de l'exercice (notamment grâce à un déficit moindre en 2025-2026) et par un déficit en 2026-2027 moins élevé que prévu dans le budget 2026-2027.

3. Il est à noter qu'une contrepartie est comptabilisée aux dépenses. Ainsi, ces revenus n'ont aucun effet sur le solde comptable.

Revenus

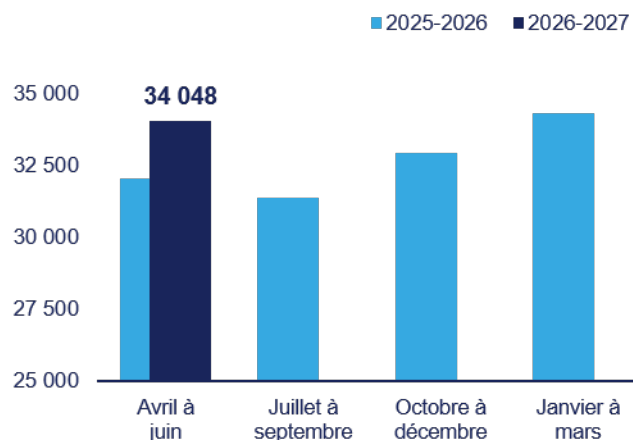
Revenus autonomes

Faits saillants

Des revenus autonomes de **34,0 milliards de dollars** au 30 juin 2026.

Une **croissance cumulative de 6,3 %** par rapport à l'année précédente.

Revenus autonomes trimestriels (en millions de dollars)



► Résultats au 30 juin 2026

Au 30 juin, soit pour les trois premiers mois de l'année 2026-2027, les revenus autonomes s'élevaient à 34,0 milliards de dollars. Il s'agit d'une hausse de 2,0 milliards de dollars (6,3 %) par rapport à la même période de l'année précédente.

Les **revenus fiscaux** ont augmenté de 1,4 milliard de dollars (5,6 %), pour atteindre 27,2 milliards de dollars, en raison notamment de la hausse :

- de 811 millions de dollars (6,7 %) de l'**impôt des particuliers** et de 89 millions de dollars (3,9 %) des **cotisations pour les services de santé**, attribuable principalement à la croissance des salaires et traitements, qui s'est établie à 3,5 % lors des deux premiers trimestres de 2026;
- de 14 millions de dollars (4,6 %) de l'**impôt foncier scolaire**, due à l'évolution du financement des besoins locaux, qui prend en compte la croissance prévue du nombre d'élèves et l'augmentation du coût des biens et services financés par l'impôt foncier scolaire;
- de 533 millions de dollars (6,8 %) des **taxes à la consommation**, attribuable notamment à la consommation des ménages, dont la croissance a atteint 4,1 % au cours des deux premiers trimestres de 2026.

Les **autres revenus autonomes** ont augmenté de 648 millions de dollars (12,1 %), pour atteindre 6,0 milliards de dollars, en raison de l'augmentation :

- de 131 millions de dollars (8,5 %) des **droits, permis et redevances**, découlant principalement des revenus provenant des ressources minières, en raison du prix de certains métaux et minéraux;
- de 517 millions de dollars (13,6 %) des **revenus divers**, attribuable notamment à une hausse des revenus sur les placements du Fonds des générations.

Les **revenus provenant des entreprises du gouvernement** ont diminué de 72 millions de dollars (−7,8 %), pour s'établir à 854 millions de dollars. Cette évolution est principalement attribuable à la diminution des résultats d'Hydro-Québec, due notamment à la hausse des achats d'électricité découlant de la gestion prudente des réservoirs.

Revenus autonomes

(données non auditées, en millions de dollars, variation par rapport à la même période de l'année précédente)

					Prévisions pour l'exercice financier 2026-2027				
	Avril à juin				Budget de mars 2026		Rapport préélectoral – Août 2026 ⁽¹⁾		
	2025-2026	2026-2027	Variation (M\$)	Variation (%)	Niveau (M\$)	Variation (%)	Révision (M\$)	Niveau (M\$)	Variation (%)
Impôt sur le revenu et les biens									
– Impôt des particuliers	12 079	12 890	811	6,7	50 800	3,7	142	50 942	4,0
– Cotisations pour les services de santé	2 285	2 374	89	3,9	9 412	2,6	126	9 538	2,5
– Impôts des sociétés	3 249	3 251	2	0,1	14 527	3,0	171	14 698	0,7
– Impôt foncier scolaire	304	318	14	4,6	1 311	4,5	−10	1 301	4,7
Taxes à la consommation	7 830	8 363	533	6,8	30 008	2,2	674	30 682	3,5
Revenus fiscaux	25 747	27 196	1 449	5,6	106 058	3,1	1 103	107 161	3,3
Droits, permis et redevances	1 550	1 681	131	8,5	6 542	3,7	−58	6 484	−3,3
Revenus divers	3 800	4 317	517	13,6	15 908	3,3	−118	15 790	5,8
Autres revenus autonomes	5 350	5 998	648	12,1	22 450	3,4	−176	22 274	3,0
Total des revenus autonomes excluant ceux des entreprises du gouvernement	31 097	33 194	2 097	6,7	128 508	3,1	927	129 435	3,2
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	926	854	−72	−7,8	5 853	9,5	55	5 908	12,7
TOTAL	32 023	34 048	2 025	6,3	134 361	3,4	982	135 343	3,6

(1) Les révisions des revenus autonomes intègrent les initiatives annoncées entre le budget 2026-2027 et le rapport préélectoral. Lors de la publication du rapport préélectoral, les révisions étaient plutôt présentées avant l'effet de ces initiatives.

► Perspectives budgétaires pour 2026-2027

Il est prévu que les revenus autonomes s'établissent à 135,3 milliards de dollars en 2026-2027 (croissance annuelle de 3,6 %). Il s'agit d'une révision à la hausse de 982 millions de dollars entre le budget 2026-2027 et le *Rapport préélectoral sur l'état des finances publiques du Québec – Août 2026*.

Les **revenus fiscaux** sont révisés à la hausse de 1,1 milliard de dollars en 2026-2027. Cette révision s'explique principalement par la révision à la hausse :

- de 142 millions de dollars de l'**impôt des particuliers**, attribuable à la révision à la hausse de 0,3 point de pourcentage des salaires et traitements en 2026;
- de 126 millions de dollars des **cotisations pour les services de santé**, attribuable notamment à la récurrence des résultats constatés en fin d'année 2025-2026, lesquels étaient plus élevés que prévu;
- de 171 millions de dollars des **impôts des sociétés**, due notamment à la récurrence d'une partie des résultats plus favorables que prévu en 2025-2026, compensée en partie par la révision à la baisse des exportations totales de 0,3 point de pourcentage en 2026;
- de 674 millions de dollars des **taxes à la consommation**, due notamment à la récurrence des résultats plus favorables que prévu en 2025-2026 et à la révision à la hausse de 0,8 point de pourcentage de la consommation des ménages en 2026.

Les **autres revenus autonomes** sont révisés à la baisse de 176 millions de dollars en 2026-2027. Cette révision s'explique principalement par la révision à la baisse :

- de 58 millions de dollars des **droits, permis et redevances**, attribuable à la révision à la baisse des revenus liés aux véhicules automobiles, due notamment à l'instauration d'un rabais temporaire sur le droit d'immatriculation pour les véhicules de promenade;
- de 118 millions de dollars des **revenus divers**, due notamment à la révision à la baisse des revenus d'intérêts relatifs aux principales lois fiscales.

Les **revenus provenant des entreprises du gouvernement** sont revus à la hausse de 55 millions de dollars, en grande partie en raison de l'augmentation des revenus provenant d'Hydro-Québec, principalement attribuable à la baisse des coûts associés à Churchill Falls en raison du report de la date anticipée de signature de l'entente.

Composition des revenus autonomes excluant ceux des entreprises du gouvernement

Les revenus autonomes excluant ceux des entreprises du gouvernement se composent principalement de revenus fiscaux, soit l'impôt des particuliers, les cotisations pour les services de santé, les impôts des sociétés, l'impôt foncier scolaire et les taxes à la consommation.

- Leur évolution reflète généralement celle de l'activité économique au Québec et les modifications apportées aux régimes fiscaux.

Les revenus autonomes excluant ceux des entreprises du gouvernement comprennent également d'autres sources de revenus, soit :

- les droits, permis et redevances, notamment les revenus du marché du carbone;
- les revenus divers, tels les revenus de placement, les services rendus, ainsi que les pénalités, amendes et recouvrements.

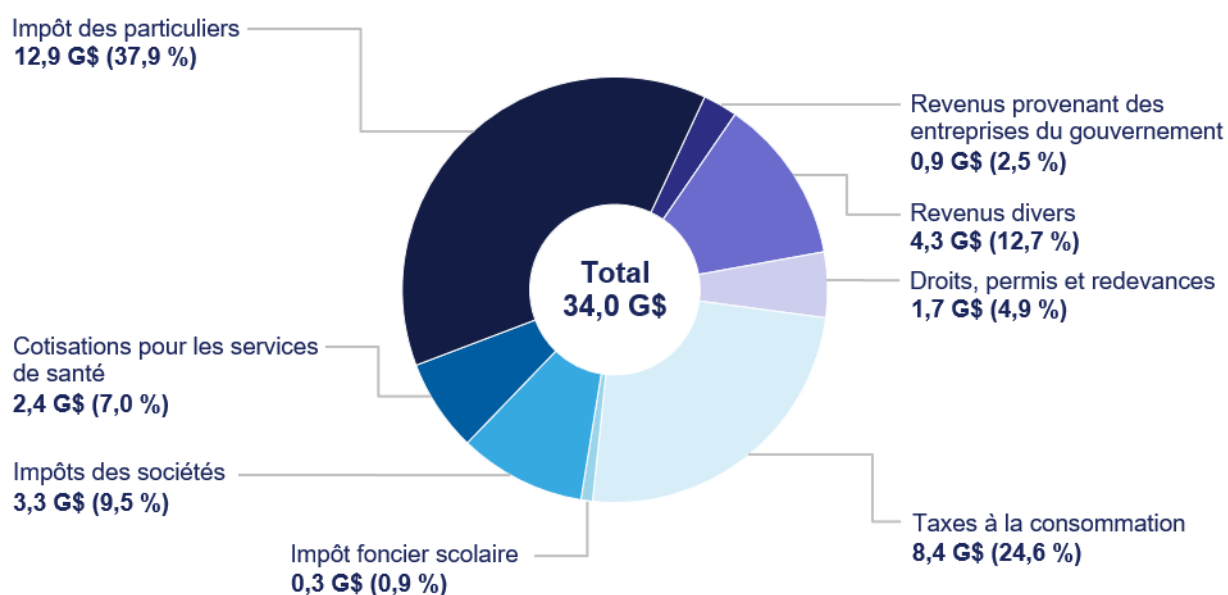
Composition des revenus provenant des entreprises du gouvernement

Les entreprises du gouvernement sont composées des sociétés publiques qui possèdent une vocation commerciale, une autonomie de gestion et une autosuffisance financière.

- Les revenus provenant des entreprises du gouvernement correspondent essentiellement aux résultats nets de ces sociétés.

Revenus autonomes au 30 juin 2026

(en milliards de dollars et en pourcentage des revenus autonomes totaux)



Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Revenus

Transferts fédéraux

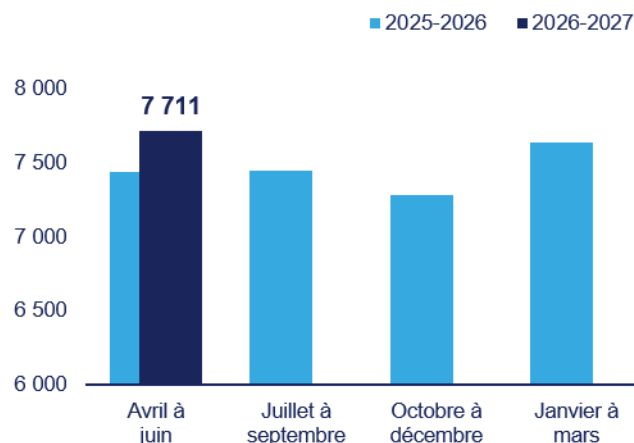
Faits saillants

Des transferts fédéraux de **7,7 milliards de dollars** au 30 juin 2026.

Une **croissance cumulative de 3,7 %** par rapport à l'année précédente.

Transferts fédéraux trimestriels

(en millions de dollars)



► Résultats au 30 juin 2026

Au 30 juin, soit pour les trois premiers mois de l'année 2026-2027, les transferts fédéraux totalisaient 7,7 milliards de dollars. Il s'agit d'une hausse de 273 millions de dollars (3,7 %) comparativement à la même période de l'année précédente. Cette variation s'explique notamment par la hausse des revenus de péréquation en raison de l'augmentation de l'enveloppe à l'échelle canadienne liée à la variation du PIB nominal canadien, par le versement de sommes aux provinces pour stimuler l'offre de logements et par le rythme de réalisation des projets d'infrastructure qui font l'objet d'un financement fédéral⁴.

Transferts fédéraux

(données non auditées, en millions de dollars, variation par rapport à la même période de l'année précédente)

					Prévision pour l'exercice financier 2026-2027				
	Avril à juin				Budget de mars 2026		Rapport préélectoral – Août 2026		
	2025-2026	2026-2027	Variation (M\$)	Variation (%)	Niveau (M\$)	Variation (%)	Révision (M\$)	Niveau (M\$)	Variation (%)
Péréquation	3 392	3 477	85	2,5	13 907	2,5	—	13 907	2,5
Transferts pour la santé	2 235	2 223	-12	-0,5	9 265	6,7	-158	9 107	7,9
Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux	333	290	-43	-12,9	1 392	5,9	-100	1 292	10,6
Autres programmes	1 478	1 721	243	16,4	7 567	7,9	1 173	8 740	31,9
TOTAL	7 438	7 711	273	3,7	32 131	5,1	915	33 046	10,9

4. Les révisions des revenus de transferts fédéraux qui découlent du rythme de réalisation des projets d'infrastructure bénéficiant d'un financement fédéral n'ont pas d'effet sur le solde budgétaire, car une contrepartie est comptabilisée dans les dépenses.

► Perspectives budgétaires pour 2026-2027

Il est prévu que les revenus de transferts fédéraux atteignent 33,0 milliards de dollars en 2026-2027, soit une révision à la hausse de 915 millions de dollars entre le budget 2026-2027 et le *Rapport préélectoral sur l'état des finances publiques du Québec – Août 2026*. Cette augmentation s'explique notamment par le versement de sommes aux provinces relativement aux services de garde et pour stimuler l'offre de logements. Le Québec a également conclu des ententes avec le gouvernement fédéral dans le cadre de la mise en œuvre du Fonds pour le transport en commun du Canada de même que du Fonds pour bâtir des collectivités fortes⁵.

Composition des transferts fédéraux

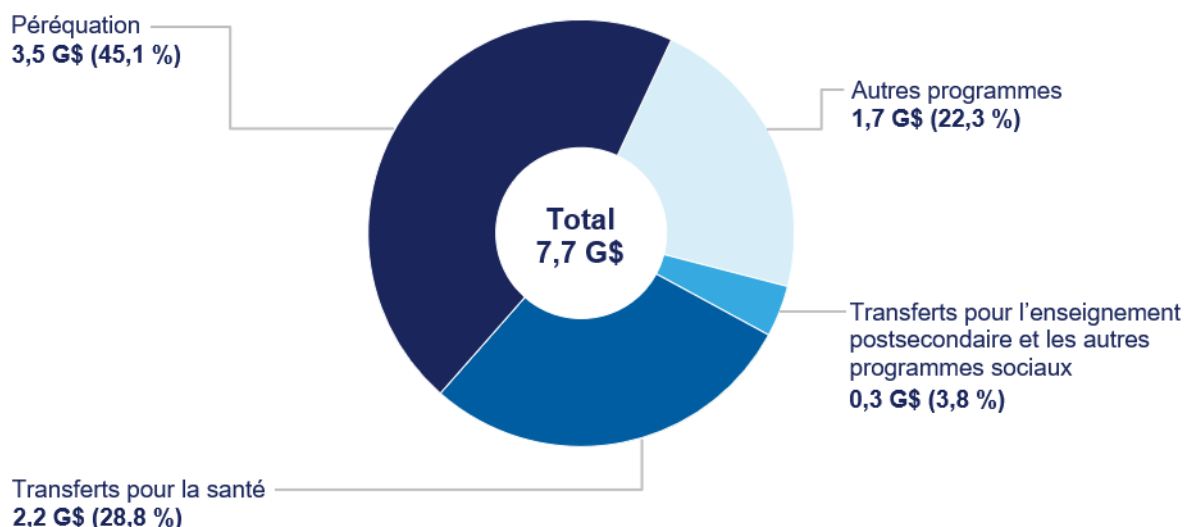
Les revenus de transferts fédéraux correspondent aux revenus du gouvernement fédéral qui sont versés au Québec en vertu de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, ainsi qu'aux revenus des autres programmes qui découlent d'ententes bilatérales.

Ces revenus proviennent principalement :

- du programme de péréquation;
- du Transfert canadien en matière de santé (TCS);
- du Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS);
- des autres programmes découlant d'ententes avec le gouvernement fédéral sur divers domaines (ex. : l'intégration des immigrants, l'apprentissage et la garde des jeunes enfants, le marché du travail et les infrastructures).

Transferts fédéraux au 30 juin 2026

(en milliards de dollars et en pourcentage des revenus totaux de transferts fédéraux)



Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

5. Il est à noter qu'une contrepartie est comptabilisée aux dépenses. Ainsi, ces revenus n'ont aucun effet sur le solde comptable.

Dépenses

Dépenses de portefeuilles et service de la dette

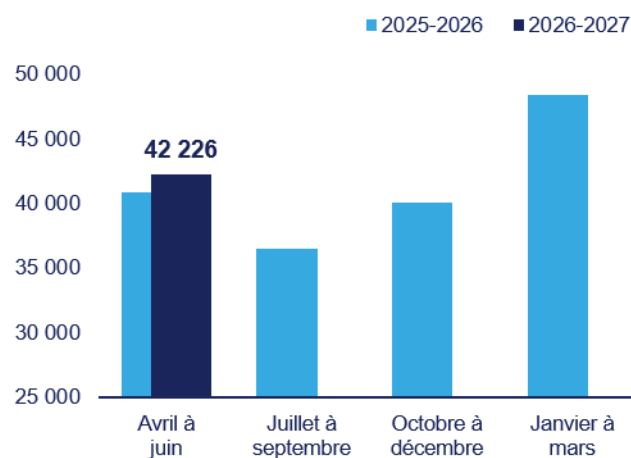
Faits saillants

Des dépenses
de **42,2 milliards de dollars**
réalisées au 30 juin 2026.

Une **croissance cumulative de 3,2 %**
par rapport à l'année précédente.

Dépenses trimestrielles

(en millions de dollars)



► Résultats au 30 juin 2026

Au 30 juin, soit pour les trois premiers mois de l'année 2026-2027, les dépenses totalisaient 42,2 milliards de dollars. Il s'agit d'une augmentation de 1,3 milliard de dollars (3,2 %) comparativement à la même période de l'année précédente.

Les **dépenses de portefeuilles** ont augmenté de 1,3 milliard de dollars (3,4 %), pour s'établir à 39,6 milliards de dollars. La croissance observée au 30 juin s'explique par l'évolution attendue des coûts liés à la prestation des services publics, mais également par ces facteurs :

- les dépenses du portefeuille **Santé et Services sociaux** ont augmenté de 611 millions de dollars (3,8 %), pour atteindre 16,9 milliards de dollars. Cette augmentation est due notamment à l'évolution de la rémunération;
- les dépenses du portefeuille **Éducation** ont augmenté de 81 millions de dollars (1,2 %), pour atteindre 6,7 milliards de dollars. Cette augmentation est notamment attribuable aux dépenses des centres de services scolaires;
- les dépenses du portefeuille **Enseignement supérieur** ont augmenté de 46 millions de dollars (1,6 %), pour atteindre 2,9 milliards de dollars. Cette augmentation résulte principalement de l'évolution de la rémunération du personnel des établissements d'enseignement supérieur;
- les dépenses du portefeuille **Famille** ont augmenté de 85 millions de dollars (3,6 %), pour atteindre 2,5 milliards de dollars. Cette augmentation s'explique principalement par la création de nouvelles places subventionnées en garderies;
- les dépenses du portefeuille **Transports et Mobilité durable** ont diminué de 232 millions de dollars (-11,4 %), pour s'établir à 1,8 milliard de dollars. Cette diminution découle notamment des dépenses plus faibles en 2026-2027 en raison des versements anticipés en 2025-2026 pour certaines subventions accordées en transport collectif;

- les dépenses du portefeuille **Emploi et Solidarité sociale** ont augmenté de 342 millions de dollars (22,5 %), pour s'établir à 1,9 milliard de dollars. Cette augmentation s'explique notamment par le nouveau crédit d'impôt pour faire face à la hausse du coût de la vie;
- les dépenses du portefeuille **Affaires municipales et Habitation** ont augmenté de 113 millions de dollars (11,7 %), pour atteindre 1,1 milliard de dollars. Cette augmentation est entre autres attribuable à une hausse des subventions pour les logements abordables;
- les dépenses du portefeuille **Économie, Innovation et Énergie** ont diminué de 92 millions de dollars (-9,8 %), pour s'établir à 845 millions de dollars. Cette diminution découle notamment de la baisse du crédit d'impôt pour investissement et innovation;
- les dépenses des **autres portefeuilles** ont augmenté de 331 millions de dollars (7,4 %), pour atteindre 4,8 milliards de dollars.

Les dépenses du **service de la dette** ont, quant à elles, augmenté de 11 millions de dollars (0,4 %), pour s'établir à 2,6 milliards de dollars. Cette augmentation s'explique principalement par la hausse du niveau de la dette.

Dépenses

(données non auditées, en millions de dollars, variation par rapport à la même période de l'année précédente)

					Prévisions pour l'exercice financier 2026-2027				
	Avril à juin				Budget de mars 2026		Rapport préélectoral – Août 2026 ⁽¹⁾		
	2025- 2026	2026- 2027	Variation (M\$)	Variation (%)	Niveau (M\$)	Variation (%)	Révision (M\$)	Niveau (M\$)	Variation (%)
Santé et Services sociaux	16 290	16 901	611	3,8	68 708	4,1	1 283	69 991	6,1
Éducation	6 583	6 664	81	1,2	24 075	2,4	336	24 411	3,7
Enseignement supérieur	2 884	2 930	46	1,6	11 749	3,7	98	11 847	5,9
Famille	2 389	2 474	85	3,6	10 009	2,8	58	10 067	4,5
Transports et Mobilité durable	2 032	1 800	-232	-11,4	7 739	-16,4	130	7 869	-14,2
Emploi et Solidarité sociale	1 517	1 859	342	22,5	5 952	2,6	406	6 358	9,4
Affaires municipales et Habitation	963	1 076	113	11,7	5 608	-2,6	255	5 863	11,6
Économie, Innovation et Énergie	937	845	-92	-9,8	4 511	-7,3	-5	4 506	3,2
Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs	263	272	9	3,4	2 004	0,8	-25	1 979	9,8
Autres portefeuilles	4 481	4 812	331	7,4	20 134	1,9	-1 944	18 190	-4,6
Dépenses de portefeuilles	38 339	39 633	1 294	3,4	160 489	1,6	592	161 081	3,4
Service de la dette	2 582	2 593	11	0,4	10 268	1,1	248	10 516	3,6
TOTAL	40 921	42 226	1 305	3,2	170 757	1,5	840	171 597	3,4

(1) Les révisions des dépenses du rapport préélectoral découlent principalement des initiatives annoncées depuis le budget, des ajustements aux dépenses liés aux nouvelles ententes fédérales et des reclassements entre portefeuilles effectués par le ministère des Finances dans le cadre des travaux de certification du Vérificateur général du Québec.

► Perspectives budgétaires pour 2026-2027

Il est prévu que les dépenses s'établissent à 171,6 milliards de dollars en 2026-2027 (croissance annuelle de 3,4 %). Il s'agit d'une révision à la hausse de 840 millions de dollars entre le budget 2026-2027 et le *Rapport préélectoral sur l'état des finances publiques du Québec – Août 2026*.

- Les dépenses de portefeuilles sont revues à la hausse de 592 millions de dollars et totalisent 161,1 millions de dollars (croissance annuelle de 3,4 %). Cette révision s'explique par les initiatives annoncées depuis le budget 2026-2027 et par le rehaussement des dépenses financées par le gouvernement fédéral dans des projets de transport en commun et d'infrastructures d'eau pour les municipalités.
- Le service de la dette est révisé à la hausse de 248 millions de dollars et s'établit à 10,5 milliards de dollars (croissance annuelle de 3,6 %). Cette variation est due à des taux d'intérêt plus élevés que prévu qui génèrent des pertes sur disposition d'actifs dans le cadre des activités de placement du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts du gouvernement.

Composition des dépenses de portefeuilles

Les dépenses de portefeuilles représentent l'ensemble des ressources consacrées à la prestation des services publics. Le gouvernement met sur pied des programmes qui sont administrés directement par les entités gouvernementales tels les ministères et organismes.

- Les programmes et les entités sous la responsabilité d'un ministre représentent un portefeuille.

Les dépenses d'un portefeuille se composent :

- des dépenses de programmes;
- des dépenses réalisées notamment par les fonds spéciaux, les organismes autres que budgétaires ainsi que les organismes des réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et de l'enseignement supérieur;
- des dépenses financées par le régime fiscal, lesquelles sont constituées des crédits d'impôt remboursables et de la dépense pour créances douteuses associée aux revenus fiscaux.

La composition et le niveau de dépenses de chaque portefeuille varient selon la nature de la fonction et des programmes sous la responsabilité du ministre. Ainsi, certains portefeuilles auront plus de dépenses que d'autres, en fonction de leur mission.

En 2026-2027, il y a 25 portefeuilles ministériels. Pour les trois premiers mois, les trois principaux portefeuilles, soit Santé et Services sociaux, Éducation ainsi qu'Enseignement supérieur, représentent 67 % des dépenses de portefeuilles.

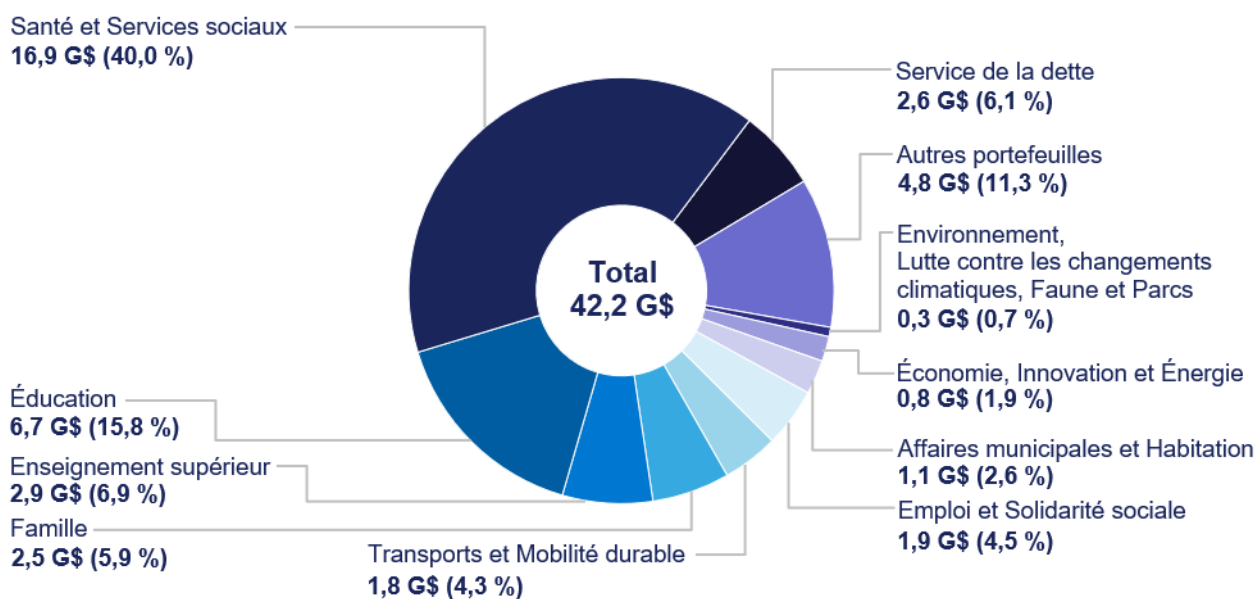
Composition du service de la dette

Le service de la dette correspond à la somme des intérêts sur la dette directe ainsi que des intérêts sur le passif au titre des régimes de retraite et des autres avantages sociaux futurs des employés des secteurs public et parapublic.

Il dépend notamment de la taille de la dette et des taux d'intérêt sur les marchés financiers. Chaque année, le gouvernement doit consacrer une part des revenus de l'État au paiement des intérêts.

Dépenses au 30 juin 2026

(en milliards de dollars et en pourcentage des dépenses totales)



Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Dettes

Au 31 mars 2027, il est prévu que la dette nette s'établisse à 253,5 milliards de dollars, soit 6,1 milliards de dollars de moins que prévu dans le budget 2026-2027. Le poids de la dette nette est prévu s'établir, quant à lui, à 37,9 % du PIB au 31 mars 2027, soit 1,0 point de pourcentage de moins que prévu dans le budget 2026-2027. Cette révision à la baisse de la dette nette s'explique principalement par la révision à la baisse du niveau de la dette au début de l'exercice (notamment grâce à un déficit moindre en 2025-2026) et par un déficit en 2026-2027 moins élevé que prévu dans le budget 2026-2027.

Dettes nettes au 31 mars 2027

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	Budget de mars 2026	Révision	Rapport préélectoral – Août 2026
DETTE NETTE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	250 289	-4 382⁽¹⁾	245 907
EN % DU PIB	38,8	-0,7	38,1
Déficit (surplus) comptable	6 265	-1 057	5 208
Immobilisations	8 790	-234	8 556
Ajustements comptables ⁽²⁾	-5 835	-380	-6 215
Variation totale	9 220	-1 671	7 549
DETTE NETTE À LA FIN DE L'EXERCICE	259 509	-6 053	253 456
EN % DU PIB	38,9	-1,0	37,9

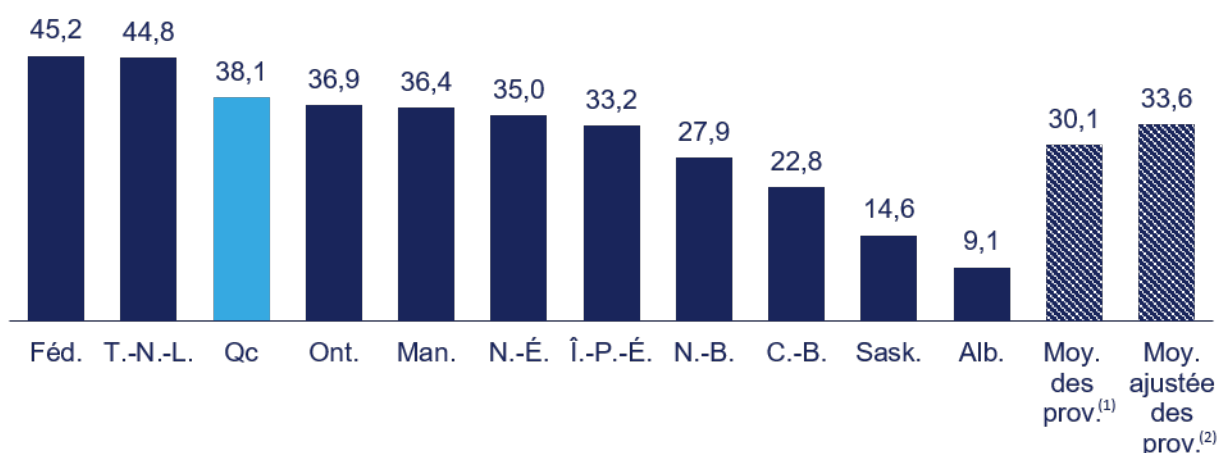
(1) La dette nette au début de l'exercice est moins élevée que prévu dans le budget 2026-2027, en raison notamment du déficit moindre et des investissements en immobilisations du gouvernement moins élevés en 2025-2026.

(2) Les ajustements comptables comprennent la prise en compte de la nouvelle norme comptable sur la présentation des états financiers. Selon cette nouvelle norme, les passifs non financiers, qui correspondent à des revenus reportés, ne sont plus ajoutés à la dette nette à partir du 1^{er} avril 2026. Ce changement entraîne une réduction de la dette nette au PIB de 0,9 point de pourcentage en 2026-2027.

Au 31 mars 2026, le poids de la dette nette du Québec s'est établi à 38,1 % du PIB, comparativement à 30,1 % pour la moyenne des provinces⁶.

Dettes nettes des gouvernements au Canada au 31 mars 2026

(en pourcentage du PIB)



(1) Il s'agit d'une moyenne pondérée par le PIB.

(2) Il s'agit d'une moyenne pondérée par le PIB excluant la province la moins endettée, l'Alberta, et la province la plus endettée, Terre-Neuve-et-Labrador. Sources : Documents budgétaires et comptes publics des gouvernements.

6. La moyenne des provinces au 31 mars 2025 était de 28,9 %.

Surplus ou besoins financiers nets

Pour la période d'avril à juin 2026, les besoins financiers nets atteignent 10,0 milliards de dollars et s'expliquent par :

- le déficit comptable de 467 millions de dollars résultant de la différence entre les revenus et les dépenses du gouvernement;
- les besoins financiers de 253 millions de dollars pour les placements, prêts et avances, besoins qui découlent notamment d'une augmentation de la valeur de consolidation des entreprises du gouvernement⁷;
- les besoins financiers de 569 millions de dollars liés aux immobilisations du gouvernement, dus principalement à des investissements de 2,0 milliards de dollars, notamment pour la réfection et la construction d'écoles, d'établissements de santé et d'infrastructures routières. Ces investissements sont compensés en partie par des dépenses d'amortissement de 1,4 milliard de dollars⁷;
- les besoins financiers de 1,1 milliard de dollars liés au passif des régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs, qui résultent notamment du versement des prestations aux employés de l'État de 1,9 milliard de dollars compensé par le coût net des régimes de 1,0 milliard de dollars⁷;
- les besoins financiers de 5,0 milliards de dollars provenant des autres comptes⁸, besoins qui découlent notamment des déboursés relatifs à des dépenses comptabilisées à la fin de 2025-2026;
- les besoins financiers de 2,7 milliards de dollars générés par les versements au Fonds des générations.

Surplus ou besoins financiers nets

(données non auditées, en millions de dollars)

	Avril à juin	
	2025-2026	2026-2027
SURPLUS (DÉFICIT) COMPTABLE	-1 460	-467
Opérations non budgétaires		
Placements, prêts et avances	-352	-253
Immobilisations nettes	-827	-569
Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs	-979	-1 103
Autres comptes ⁽¹⁾	-5 505	-4 963
Versements au Fonds des générations	-497	-2 661
Total des opérations non budgétaires	-8 160	-9 549
SURPLUS (BESOINS) FINANCIERS NETS	-9 620	-10 016

(1) Les surplus ou besoins financiers relatifs aux autres comptes peuvent varier de façon importante d'un mois à l'autre, notamment en fonction du moment où le gouvernement encaisse ou décaisse les sommes relatives à ses activités. Par exemple, lorsque le dernier jour d'un mois n'est pas un jour ouvrable, les remises relatives à la TVQ sont encaissées au début du mois suivant, de sorte que l'équivalent de deux mois de remises peut être encaissé au cours d'un même mois.

7. Ces éléments, qui sont inclus dans le surplus (déficit) comptable du gouvernement, sont éliminés dans les opérations non budgétaires, car ils n'ont pas d'effet sur les liquidités.
8. Les surplus ou besoins financiers relatifs aux autres comptes peuvent varier de façon importante d'un mois à l'autre, notamment en fonction du moment où le gouvernement encaisse ou décaisse les sommes relatives à ses activités. Par exemple, lorsque le dernier jour d'un mois n'est pas un jour ouvrable, les remises relatives à la TVQ sont encaissées au début du mois suivant, de sorte que l'équivalent de deux mois de remises peut être encaissé au cours d'un même mois.

Composition des surplus ou besoins financiers nets

Les revenus et les dépenses du gouvernement sont établis selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

- Les revenus sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés et les dépenses, lorsqu'elles sont réalisées, sans égard au moment où ont lieu les encaissements et les décaissements.

Les surplus ou besoins financiers nets, quant à eux, sont constitués de l'écart entre les encaissements et les décaissements résultant des activités du gouvernement. Pour pourvoir à ses besoins financiers nets, le gouvernement a recours à diverses sources de financement, dont sa trésorerie et ses emprunts.

Les diverses rubriques des besoins financiers nets représentent les encaissements et les décaissements nets générés par les investissements du gouvernement en prêts, en placements, en participations dans ses entreprises et en immobilisations, par les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs ainsi que par les autres comptes.

- Cette dernière rubrique comprend notamment le paiement des comptes fournisseurs et la perception des comptes débiteurs. Les versements au Fonds des générations créent également des besoins financiers.

Programme de financement et emprunts réalisés

Le programme de financement correspond aux emprunts à long terme effectués dans l'année financière. Il permet entre autres de rembourser les emprunts venant à échéance et de pourvoir aux besoins financiers nets. Ces derniers comprennent notamment le déficit budgétaire ainsi que les investissements en immobilisations du gouvernement.

Au 30 juin 2026, les emprunts réalisés depuis le 1^{er} avril 2026 s'élevaient à 12,9 milliards de dollars⁹, soit 55 % du programme de financement prévu.

- Les obligations conventionnelles en dollars canadiens étaient le principal instrument d'emprunt utilisé.
- Les emprunts sur les marchés étrangers représentaient 54 % des emprunts réalisés en 2026-2027.

Sommaire des emprunts à long terme réalisés en 2026-2027

Devises	En M\$	En %
DOLLAR CANADIEN		
Obligations conventionnelles	5 802	45,0
Produits d'épargne émis par Épargne Placements Québec	162	1,3
Immigrants investisseurs ⁽¹⁾	1	—
Sous-total	5 965	46,3
AUTRES DEVICES		
Dollar américain	4 135	32,1
Euro	2 796	21,7
Sous-total	6 931	53,7
TOTAL	12 895	100,0

Notes : Il s'agit des emprunts à long terme réalisés entre le 1^{er} avril 2026 et le 30 juin 2026.

Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Il est possible de consulter la plus récente liste des [nouveaux emprunts pour l'exercice financier 2026-2027](#).

- (1) Ces emprunts proviennent des sommes avancées par les immigrants investisseurs. Ces sommes sont prêtées au gouvernement par l'intermédiaire d'Investissement Québec.

Sommaire des remboursements d'emprunts à long terme réalisés en 2026-2027

Devises	En M\$
DOLLAR CANADIEN	
Obligations conventionnelles	2 346
Autres	160
Sous-total	2 506
AUTRES DEVICES	
Dollar américain	2 849
Autres	561
Sous-total	3 410
TOTAL	5 916

Note : Il s'agit des remboursements d'emprunts à long terme réalisés entre le 1^{er} avril 2026 et le 30 juin 2026

9. Il s'agit des emprunts à long terme émis entre le 1^{er} avril 2026 et le 30 juin 2026.

Annexe 1 : Résultats et perspectives budgétaires pour 2026-2027

Résultats et perspectives budgétaires pour 2026-2027 – Solde budgétaire

(niveau et révision en millions de dollars, variation par rapport à la même période de l'année précédente en pourcentage)

	Prévisions pour l'exercice financier 2026-2027						
	Avril à juin		Budget de mars 2026		Rapport préélectoral – Août 2026		
					Révision (M\$)	Niveau (M\$)	Variation (%)
	Niveau (M\$)	Variation (%)	Niveau (M\$)	Variation (%)			
Revenus							
Revenus autonomes	34 048	6,3	134 361	3,4	982	135 343	3,6
Transferts fédéraux	7 711	3,7	32 131	5,1	915	33 046	10,9
Sous-total – Revenus	41 759	5,8	166 492	3,7	1 897	168 389	5,0
Dépenses							
Dépenses de portefeuilles	-39 633	3,4	-160 489	1,6	-592	-161 081	3,4
Service de la dette	-2 593	0,4	-10 268	1,1	-248	-10 516	3,6
Sous-total – Dépenses	-42 226	3,2	-170 757	1,5	-840	-171 597	3,4
Provision pour éventualités	—	—	-2 000	—	—	-2 000	—
SURPLUS (DÉFICIT) COMPTABLE	-467	—	-6 265	—	1 057	-5 208	—
Versements des revenus consacrés au Fonds des générations	-829	—	-2 347	—	-135	-2 482	—
SOLDE BUDGÉTAIRE ⁽¹⁾	-1 296	—	-8 612	—	922	-7 690	—

(1) Il s'agit du solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire.

Annexe 1 : Résultats et perspectives budgétaires pour 2026-2027 (suite)

Résultats et perspectives budgétaires pour 2026-2027 – Revenus

(niveau et révision en millions de dollars, variation par rapport à la même période de l'année précédente en pourcentage)

	Prévisions pour l'exercice financier 2026-2027						
	Avril à juin		Budget de mars 2026		Rapport préélectoral – Août 2026 ⁽¹⁾		
	Niveau (M\$)	Variation (%)	Niveau (M\$)	Variation (%)	Révision (M\$)	Niveau (M\$)	Variation (%)
Revenus autonomes							
Impôt sur le revenu et les biens							
– Impôt des particuliers	12 890	6,7	50 800	3,7	142	50 942	4,0
– Cotisations pour les services de santé	2 374	3,9	9 412	2,6	126	9 538	2,5
– Impôts des sociétés	3 251	0,1	14 527	3,0	171	14 698	0,7
– Impôt foncier scolaire	318	4,6	1 311	4,5	–10	1 301	4,7
Taxes à la consommation	8 363	6,8	30 008	2,2	674	30 682	3,5
Sous-total – Revenus fiscaux	27 196	5,6	106 058	3,1	1 103	107 161	3,3
Droits, permis et redevances	1 681	8,5	6 542	3,7	–58	6 484	–3,3
Revenus divers	4 317	13,6	15 908	3,3	–118	15 790	5,8
Sous-total – Autres revenus autonomes	5 998	12,1	22 450	3,4	–176	22 274	3,0
Total des revenus autonomes excluant ceux des entreprises du gouvernement	33 194	6,7	128 508	3,1	927	129 435	3,2
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	854	–7,8	5 853	9,5	55	5 908	12,7
Total des revenus autonomes	34 048	6,3	134 361	3,4	982	135 343	3,6
Transferts fédéraux							
Péréquation	3 477	2,5	13 907	2,5	—	13 907	2,5
Transferts pour la santé	2 223	–0,5	9 265	6,7	–158	9 107	7,9
Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux	290	–12,9	1 392	5,9	–100	1 292	10,6
Autres programmes	1 721	16,4	7 567	7,9	1 173	8 740	31,9
Sous-total – Transferts fédéraux	7 711	3,7	32 131	5,1	915	33 046	10,9
TOTAL DES REVENUS	41 759	5,8	166 492	3,7	1 897	168 389	5,0

(1) Les révisions des revenus autonomes intègrent les initiatives annoncées entre le budget 2026-2027 et le rapport préélectoral. Lors de la publication du rapport préélectoral, les révisions étaient plutôt présentées avant l'effet de ces initiatives.

Annexe 1 : Résultats et perspectives budgétaires pour 2026-2027 (suite)

Résultats et perspectives budgétaires pour 2026-2027 – Dépenses

(niveau et révision en millions de dollars, variation par rapport à la même période de l'année précédente en pourcentage)

	Prévisions pour l'exercice financier 2026-2027						
	Avril à juin		Budget de mars 2026		Rapport préélectoral – Août 2026 ⁽¹⁾		
					Révision (M\$)	Niveau (M\$)	Variation (%)
	Niveau (M\$)	Variation (%)	Niveau (M\$)	Variation (%)			
Dépenses de portefeuilles							
Santé et Services sociaux	16 901	3,8	68 708	4,1	1 283	69 991	6,1
Éducation	6 664	1,2	24 075	2,4	336	24 411	3,7
Enseignement supérieur	2 930	1,6	11 749	3,7	98	11 847	5,9
Famille	2 474	3,6	10 009	2,8	58	10 067	4,5
Transports et Mobilité durable	1 800	−11,4	7 739	−16,4	130	7 869	−14,2
Emploi et Solidarité sociale	1 859	22,5	5 952	2,6	406	6 358	9,4
Affaires municipales et Habitation	1 076	11,7	5 608	−2,6	255	5 863	11,6
Économie, Innovation et Énergie	845	−9,8	4 511	−7,3	−5	4 506	3,2
Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs	272	3,4	2 004	0,8	−25	1 979	9,8
Autres portefeuilles	4 812	7,4	20 134	1,9	−1 944	18 190	−4,6
Sous-total – Dépenses de portefeuilles	39 633	3,4	160 489	1,6	592	161 081	3,4
Service de la dette	2 593	0,4	10 268	1,1	248	10 516	3,6
TOTAL DES DÉPENSES	42 226	3,2	170 757	1,5	840	171 597	3,4

(1) Les révisions des dépenses du rapport préélectoral découlent principalement des initiatives annoncées depuis le budget, des ajustements aux dépenses liés aux nouvelles ententes fédérales et des reclassements entre portefeuilles effectués par le ministère des Finances dans le cadre des travaux de certification du Vérificateur général du Québec.

Annexe 2 : Évolution de certaines variables économiques

Indicateurs économiques récents au Québec

(variation en pourcentage par rapport à la période précédente, sauf indication contraire)

	Mai 2026	Juin 2026	Juillet 2026	Août 2026	Trimestres de 2026				2026	
					1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	Prév. ⁽¹⁾	Obs. ⁽²⁾
PIB réel par industrie	-0,1	0,4	—	—	0,3	0,2	—	—	0,7	0,2
Création d'emplois (en milliers)	13,2	14,3	0,7	-18,5	-21,9	-42,2	—	—	-15,4	-27,9
Taux de chômage (en pourcentage)	5,6	5,4	5,6	5,6	5,5	5,7	—	—	5,6	5,6
Ventes au détail (en termes nominaux)	0,7	0,5	—	—	1,8	1,0	—	—	3,9	3,8
Indice des prix à la consommation ⁽³⁾	3,6	3,2	3,3	3,1	2,9	3,3	—	—	3,0	3,1
Mises en chantier (en milliers)	49,9	54,2	63,8	60,5	62,5	54,4	—	—	57,0	59,4
PIB réel	—	—	—	—	0,4	0,2	—	—	0,7	0,2
PIB (en termes nominaux)	—	—	—	—	0,8	1,1	—	—	3,4	3,9
Consommation des ménages (en termes nominaux)	—	—	—	—	0,7	1,1	—	—	4,3	4,1
Salaires et traitements (en termes nominaux)	-1,1	0,8	—	—	1,0	1,2	—	—	3,3	3,5
Excédent d'exploitation net des sociétés (en termes nominaux)	—	—	—	—	3,0	-2,2	—	—	4,8	6,9

(1) Ces prévisions correspondent à celles publiées dans le *Rapport préélectoral sur l'état des finances publiques du Québec – Août 2026*.

(2) Il s'agit du cumulatif des périodes disponibles par rapport à la même période en 2025.

(3) Il s'agit de la variation par rapport à l'année précédente.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Statistique Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement et ministère des Finances du Québec.

► Note au lecteur

Le *Rapport sur la situation financière du Québec* fournit un aperçu des résultats financiers du gouvernement du Québec. Il est préparé dans le but d'accroître la transparence des finances publiques et d'effectuer un suivi régulier de l'atteinte de la cible relative au solde budgétaire pour l'année financière. Les informations financières qui y sont présentées ne sont pas auditées et sont basées sur les méthodes comptables utilisées dans les états financiers annuels du gouvernement.

► Informations financières consolidées

Les résultats consolidés regroupent les résultats de l'ensemble des entités faisant partie du périmètre comptable du gouvernement, c'est-à-dire qui sont sous son contrôle. Afin d'établir les résultats consolidés, le gouvernement élimine les opérations entre les entités du périmètre comptable. Des informations additionnelles sur l'organisation financière du gouvernement et le financement des services publics peuvent être consultées aux pages 14 à 19 du document [Processus et documentation budgétaires : une reddition de comptes sur les finances publiques de l'État](#).

► Date de publication du prochain rapport trimestriel

Le *Rapport sur la situation financière du Québec – 2^e trimestre de 2026-2027* sera publié en décembre 2026.

Pour tout renseignement, communiquer avec le ministère des Finances, à : info@finances.gouv.qc.ca.